

# NON À L'AUSTÉRITÉ

**PRIORITÉ À L'EMPLOI ET À LA CROISSANCE**

## **PARTICIPEZ ACTIVEMENT**

à la Journée d'action européenne de  
la Confédération européenne des syndicats (CES)

**LE 29 SEPTEMBRE 2010**

## **PRENEZ PART À L'EURO-MANIFESTATION DE BRUXELLES**

ou aux différentes actions organisées  
au niveau national !



**Parce que les mesures d'austérité  
risquent de conduire l'Europe vers  
la récession et d'augmenter le chômage.**

La crise financière a plongé l'Europe dans la pire situation que nous ayons eu à connaître depuis les années 1930. 23 millions de chômeurs en Europe, des millions de citoyens européens qui sont fragilisés, précarisés et une tension sociale qui grandit un peu partout.

Face à cette situation, la seule réponse des gouvernements européens est d'adopter des mesures d'austérité qui vont également affecter la solidarité sociale et la croissance.

**Parce que cette crise n'est pas la  
nôtre, l'addition doit être payée par  
les banques et non par les travailleurs.**

**Nous refusons :**

- » Les plans d'austérité en Europe, les coupes sombres dans les salaires et les retraites,
- » La précarisation et le chômage des jeunes et des moins jeunes,
- » La déréglementation du code du travail et la régression sociale,
- » La pauvreté et l'exclusion sociale,
- » L'augmentation des inégalités sociales.

**Parce que nous voulons une Europe plus sociale  
et plus solidaire pour les citoyens européens,  
en particulier les jeunes, les retraités et  
les femmes.**

**Nous demandons:**

- » L'accès à des emplois de qualité, des emplois stables, le développement de la formation pour tous,
- » La garantie d'un salaire décent,
- » Une protection sociale forte, garante de la cohésion sociale et de la solidarité,
- » La protection du pouvoir d'achat,
- » La garantie de meilleures retraites,
- » Des services publics et sociaux de qualité accessibles à tous.

**Parce que nous voulons une véritable  
croissance durable.**

**Nous demandons :**

- » L'instauration d'une taxe sur les transactions financières afin d'assurer une politique publique d'investissement,
- » Le développement de politiques industrielles durables et dynamiques basées sur des politiques bas carbone,
- » Un renforcement des moyens de coordination et de transparence fiscales pour éviter le dumping social en Europe.

**CONTRE L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ ET DE LA PRÉCARITÉ!**

**POUR L'EUROPE DE L'EMPLOI, DE LA JUSTICE SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ**